

.....

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE



AOÛT SEPTEMBRE OCTOBRE NOVEMBRE 2012

.....

EN MEMOIRE DE FRANCK BIANCHERI

1961 - 2012



Franck Biancheri

(11.03.1961 - 30.10.2012)

La rédaction du Magazine d'Anticipation Politique a la tristesse de vous faire part du décès de Franck Biancheri, conseiller spécial de rédaction du MAP, directeur de recherche du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique, Fondateur d'AECEE, l'un des pères fondateurs d'ERASMUS, fondateur et président d'honneur de Newropeans.

Un grand Européen, un politologue visionnaire, une figure extraordinaire

Nos pensées vont à sa famille

In Memoriam : Livre d'Or

SOMMAIRE

Edito L'avènement d'un nouveau monde (p.4) – **Anticipation** L'inévitable reprise en main des marchés alimentaires par les structures d'Etat à l'horizon 2020 (p.5) – **FuturHebdo** Le chant des sirènes (p.12) – **Anticipation** Les Allemands et les referenda populaires : Pourquoi les Allemands resteront des citoyens de deuxième classe (p.14) – **Commentaire** Élections au Québec, 2012 : Une conséquence directe de l'effondrement du modèle libéral anglo-saxon et la porte ouverte vers l'indépendance (p.18) – **Anticipation** Amérique du Sud 2012-2016 : Toujours l'incertitude entre domination US et indépendance régionale (p.21) – **Monographie** Le citoyen et l'Etat, un tourbillon tragique de l'histoire (p.27)

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE

19 janvier 2013 : Ne manquez pas les prochaines sessions de formation à l'Anticipation Politique !



Le 19 janvier prochain, le nouveau cycle de cours en ligne de la FEFAP sur l'Anticipation Politique commence en anglais, français, allemand et espagnol.

Depuis octobre, les premiers cours d'Anticipation Politique se sont déroulés avec succès.

Avec la FEFAP, nous perpétons l'héritage de notre fondateur, récemment décédé, Franck Biancheri. En enseignant la méthode d'Anticipation Politique, nous promouvons le droit à comprendre et à transformer la réalité politique.

Informations / Inscriptions : visitez notre site internet www.fefap.eu

L'avènement d'un nouveau monde

par Michaël Timmermans



Les Mayas ont toujours raison ! Si on accepte l'idée qu'ils avaient annoncé la fin d'un monde pour 2012¹, ils pourraient même avoir été d'une précision remarquable. Alors que le monde tel qu'on le connaît depuis 1945 s'effrite de plus en plus visiblement depuis le début de la crise systémique globale, les descendants des populations précolombiennes avancent volontairement dans une nouvelle voie.

En ce début de XXI^e siècle, ce sous-continent qui fait l'objet de si peu d'attention médiatique, ressemble de plus en plus au nouvel héritier des idéaux européens d'indépendance, de démocratie et de solidarité. Dès lors, il nous a semblé essentiel de lui accorder une place significative dans cette nouvelle édition du MAP. C'est que, depuis une dizaine d'années, des leaders politiques apparaissent et se mettent au service de leurs peuples plutôt que des intérêts privés ou étrangers.

Les élections de Hugo Chavez², de Lula da Silva, de Rafael Correa ou encore d'Evo Morales au début des années 2000, ont marqué un tournant pour l'Amérique du Sud. Depuis, cette région, contrôlée jusque là par les Etats-Unis via les interventions militaires ou les institutions de **Bretton Woods**, se détache résolument de son imposant voisin du Nord. Suite à la crise économique mondiale, la domination anglo-saxonne est en perte de puissance, même en **Amérique du Nord**.

A chaque échéance électorale, les débats et les enjeux enflamment les Sud Américains, témoignant d'une vivacité démocratique qui laisse rêveur. Alors que **l'Union Européenne peine à faire sa révolution démocratique** et marque des signes de replis identitaires³, les Latino-Américains mettent en place un modèle solide de participation citoyenne⁴ et de redistribution des richesses.

Bien entendu, le chemin est encore long et ce continent ne sera pas épargné par **les défis mondiaux qui restent nombreux**. Mais, alors qu'un nouveau monde est en train de naître, l'Amérique du Sud parvient à proposer un projet unissant ses traditions, son histoire et ses convictions pour l'avenir.

1. Phew ! 2012 Doomsday date may be wrong, 20.10.12, [ABC News](#)
2. Elections dont la transparence a été soulignée par tous les observateurs internationaux. Source : "Présidentielles au Venezuela : le risque de fraude est écarté, 06.10.12, [Radio-Canada](#)
3. Les poussées nationalistes en Europe : Ecosse, Catalogne et Flandre, 17.10.12, [RTBF](#)
4. La démocratie en Amérique latine résiste à la crise, 17.01.10, [Le Figaro](#)

ANTICIPATION

L'inévitable reprise en main des marchés alimentaires par les structures d'Etat à l'horizon 2020

par Jérôme Defaix



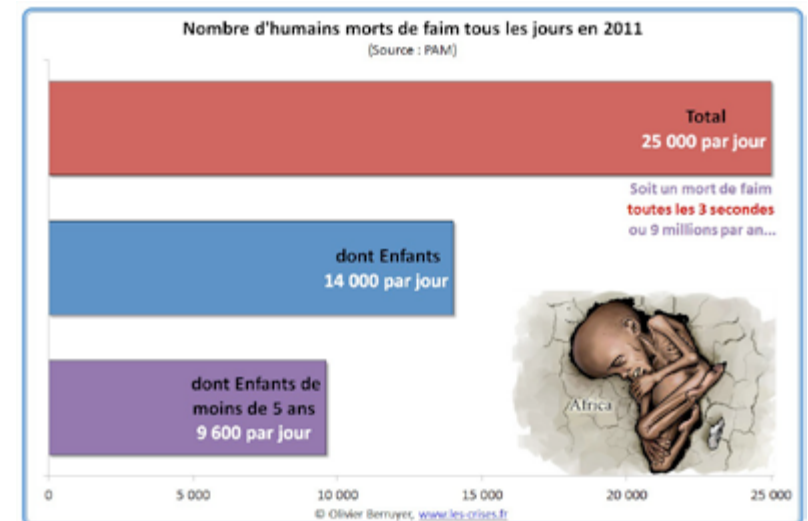
Tant les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (novembre 1996) que ceux du "Millenium" (2000) n'ont pas été atteints et ne le seront pas aux échéances prévues. Après des progrès toutefois mitigés, de 1970 à 1997, la situation de la faim dans le monde s'est, à nouveau, dégradée puisque celle-ci a touché de plus en plus de personnes, en nombre mais aussi en proportion de la population mondiale. Au printemps 2008, le réveil des pays en difficulté alimentaire fut difficile. Ils se croyaient sur le chemin radieux de l'autosuffisance alimentaire. Les famines s'expliquaient comme des situations résiduelles ou sciemment provoquées. L'abondance avait bien donné de nouvelles pathologies, comme l'obésité, mais n'était-ce pas préférable à la faim ? Et puis tout s'est emballé. Des émeutes de la faim ont éclaté dans les pays du Sud et on s'est demandé pourquoi la FAO et l'OMC n'avaient pas pu empêcher ce dérèglement du système alimentaire mondial. Après la hausse des prix alimentaires entre 2006 et 2008 le nombre d'affamés dans le monde s'élève à 1 milliard¹.

Pour prendre la mesure du défi alimentaire, il faut pleinement considérer, bien plus que les variables agronomiques (la terre, les rendements) leurs dynamiques, et les tensions déjà prévisibles auxquelles elles seront soumises, l'ensemble des facteurs économiques, sociaux et institutionnels à l'œuvre dans le système alimentaire mondial.

Une démographie en croissance soutenue

D'ici 2050, il faudra nourrir environ 2 milliards d'hommes en plus. La population mondiale va continuer à croître pendant des décennies, affirme l'étude du PRB. Le rapport du Bureau de référence de la population mondiale (PRB), un centre de recherche américain, note que la majorité des pays de la planète ont un taux de fécondité supérieur à deux enfants et un grand nombre de femmes sont en âge de procréer. Pays actuellement le plus peuplé du monde avec 1,3 milliard d'habitants, la Chine sera dépassée d'ici 2050 par l'**Inde**, qui devrait alors compter 1,6 milliard d'habitants, prédit l'étude. Le troisième pays le plus peuplé devrait rester les **Etats-Unis** dont la population devrait passer de 296 millions à 420 millions en 2050.

1. La faim dans le monde, 09.03.12, **Les Crises**



Le basculement d'une population mondiale de paysans vers une population d'urbains

En 1950, 750 millions de personnes à travers le monde vivent en ville. Les habitants de ces grandes agglomérations délaissent les productions venant des campagnes environnantes, et se tournent vers des produits alimentaires standardisés, achetés sur le marché mondial.

Prenons l'exemple significatif de la Chine. En 1990, on comptait 800 millions de ruraux et 500 millions d'urbains. En 2010 sa population est désormais de 500 millions de ruraux et 500 millions d'urbains. Soit une nouvelle ville de 15 millions d'habitant sortie de terre chaque année pendant vingt ans. Même si ce n'est pas un chemin aussi politiquement volontariste dans le reste du monde, l'exil des ruraux vers les villes est général.

La transformation des habitudes alimentaires

Au milieu du XIXe siècle, les cultures du blé, du maïs, du riz sont toutes largement répandues à travers le monde. En Amérique du Nord, les États-Unis deviennent le premier grenier à blé mondial avec l'arrivée des machines agricoles, et créent, en 1848, à Chicago, la première bourse destinée à réguler le commerce des céréales. D'autres "greniers" apparaissent ensuite dans les pays dits "neufs", comme l'Argentine ou l'Australie, qui offrent eux aussi de vastes étendues disponibles pour l'agriculture.

Un business est vorace en ressources naturelles, en produits agricoles et en espace : celui de l'industrie de la viande². Nous avons d'ailleurs l'exemple de la filière avicole qui illustre bien les dysfonctionnements du marché. La production de poulet - dont on voit sur la carte les principaux pays producteurs en 2009 - s'est beaucoup développée depuis 50 ans. D'abord, c'est un produit carné sans interdit religieux, contrairement au porc ou au bœuf. Ensuite, son élevage est peu coûteux : la taille réduite des animaux, la rapidité de leur croissance garantissent des rendements élevés. Il faut 40 jours pour produire un poulet, contre 3 ans pour produire un bœuf.



Après avoir été, en 2011, deux milliards à trop manger, nous prévoyons que d'ici 2015, viandes et poissons vont devenir, dans une tendance croissante, des produits de luxe y compris aux USA, en Europe et au Japon. La hausse des prix des denrées alimentaires va être vertigineuse pour des raisons systémiques sous-jacentes.

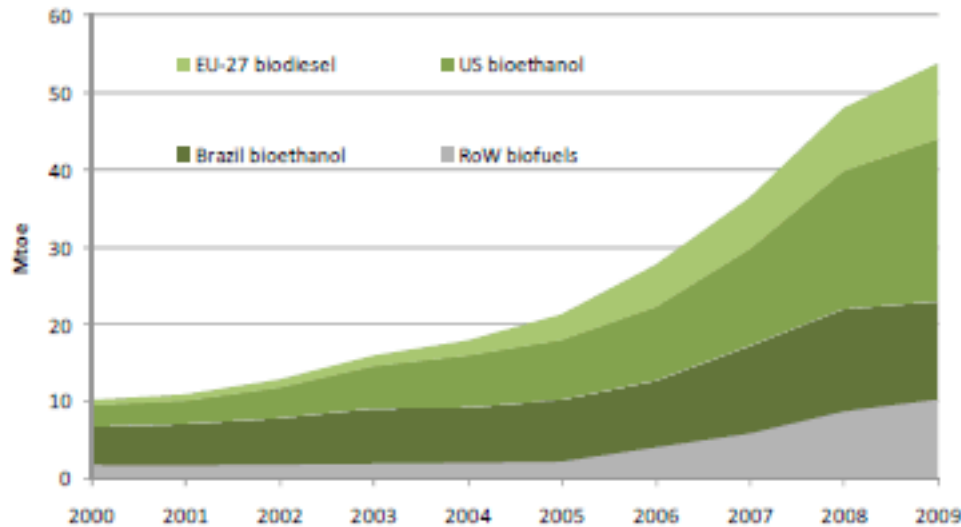
2. Quand l'industrie de la viande dévore la planète, 21.06.12, [Le Monde Diplomatique](#)

Les menaces sur un approvisionnement devenu irrégulier

Les biocarburants

Ces dix dernières années ont été marquées par un fort développement des agro-carburants. Celui-ci a été voulu par les pouvoirs publics, dans plusieurs régions du monde, dont l'Europe. L'agro-énergie a donc été considérée comme une diversification souhaitable de l'offre agricole. Cependant, cette approche pose problème à l'heure du défi alimentaire. L'impact du développement des biocarburants sur la sécurité alimentaire passe par l'effet d'éviction qu'il peut exercer sur un usage des terres destiné à satisfaire les besoins de consommation alimentaire.

À l'échelle mondiale³, la production de biocarburants avoisine 1 % de la consommation mondiale de pétrole dans les transports. En plein essor, elle est à 90% réalisée aux États-Unis, au Brésil, et en Allemagne. Elle a plus que quintuplé entre 2000 et 2009.



Source : AIE – RoW reste du monde

Dans tous les pays considérés, des politiques de soutien à la production de biocarburants ont été mises en œuvre par des incitations fiscales. Le développement des biocarburants pose la question essentielle de ses effets sur les équilibres alimentaires. Le développement d'espace agricole pour l'énergie conduit à détruire, en l'état des techniques, une surface de l'ordre de 10 à 11 millions de km², soit la totalité de l'Amazonie et du bassin du Congo ! Ce n'est, évidemment, pas tenable.

Nous prévoyons que, d'ici 2015, le Brésil, les États-Unis, et l'Europe, dans la continuité de leurs subventions généreuses aux biocarburants, vont étendre l'effet d'éviction sur les cultures agro-alimentaires et déclencher une flambée des prix mondiales des sous-alimentations et des famines, pas toutes directement dans ces pays mais aussi dans les pays qu'ils livrent en denrées agro-alimentaires comme en Afrique du nord, en Asie et au Moyen Orient.

Le stress hydraulique, l'effet de l'industrie sur les sites agricoles

Examinons l'exemple aux USA des 500.000 puits de forage de Gaz de schiste ouverts depuis 2006. Les risques sont particulièrement graves en Pennsylvanie, qui a vu le nombre de forages s'accroître fortement, passant de 36.000 en l'an 2000 à environ 71.000 aujourd'hui. Le niveau de radioactivité dans les eaux de forage s'est accru jusqu'à atteindre des niveaux équivalents à des centaines voire des milliers de fois le niveau maximum autorisé par les standards fédéraux pour l'eau potable.

3. Le défi alimentaire à l'horizon 2050, 18 avril 2012, Délégation de la prospective, Sénat



Figure 1 - Source : Manière de voir, **Le Monde Diplomatique**

Avec la technique d'hydrofracking, un puits peut produire jusqu'à environ 4 millions de litres d'eaux usées, celles-ci étant souvent mélangées à des sels corrosifs, des produits cancérigènes comme le benzène et des éléments radioactifs tels que le radium. Alors que des rapports mettent déjà en évidence la toxicité des rejets, des milliers de documents récupérés par le New-York Times⁴ auprès de l'EPA (agence de protection de l'environnement américaine), des agences de réglementation et des compagnies de forage, montrent que les dangers qu'encourent notre santé et l'environnement sont plus importants que prévu.

Autre exemple avec les pesticides en France : 96 % des points de surveillance installés dans les eaux de surface⁵ et 61 % dans les eaux souterraines⁶ sont contaminés par les pesticides. 229 substances nocives ont été détectées dans les eaux superficielles. Chaque jour, nous avalons, au bas mot, entre 20 et 30 résidus de pesticides. Sans risque ?

Concernant le stress hydraulique, l'empreinte de l'homme sur les aquifères, nous le voyons au niveau mondial dans la figure 2. Elle montre que 20% des aquifères mondiaux sont surexploités par quelques pays (Inde, Etats-Unis, Chine, Pakistan...). En trois décennies, l'Inde a quasiment triplé le volume de ses prélèvements.

4. Regulation Lax as Gas Wells' Tainted Water Hits Rivers, 27.02.11, **The New-York Times**

5. Contamination globale des cours d'eau par les pesticides, 12.2010, **Ministère de l'écologie**

6. Contamination globale des eaux souterraines par les pesticides, 12.2010, **Ministère de l'écologie**

En Asie, en Chine et, surtout, en Inde nous prévoyons au moins un épisode de sous-alimentation dans les grandes monopoles côtières pouvant toucher plusieurs centaines de millions de personnes.

Quant aux Etats-Unis, il faudra trois fois la surface agricole actuelle pour satisfaire son train de vie actuel. La première pour l'agroalimentaire en tant que grenier à maïs et à soja du monde. La seconde pour les biocarburants. La troisième pour isoler la première surface des pollutions liées à l'industrialisation comme le gaz de schiste. Avec, de plus, un gaspillage alimentaire chiffré à 100 milliards de dollar, c'est d'une quatrième surface dont le besoin est déjà présent. D'ici 2015, ce ne sera pas la famine mais de sévères restrictions alimentaires vont survenir.

Le gaspillage

Ajoutons à cela qu'aujourd'hui, d'après le Stockholm International Water Institute (SIWI), la FAO et l'International Water Management Institute (IWMI), 50 % de la nourriture produite est tout simplement jetée à la poubelle. Aux États-Unis, on jette l'équivalent soit, au total, 100 milliards de dollars tous les ans. En Grande-Bretagne, le gaspillage alimentaire est chiffré à 13 milliards d'euro. En France enfin, d'après une récente étude de l'Ademe, le gaspillage alimentaire est chiffré à 10 milliards d'euro...

Les prix alimentaires, la spéculation et les émeutes qui en résultent

Dans un document de 2011, les chercheurs de l'Institut des systèmes complexes (CSI) ont présenté un modèle qui explique pourquoi les troubles en série qui ont secoué le monde en 2008 et 2011 sont survenus à ces moments-là. Le facteur déterminant a été la flambée des prix des

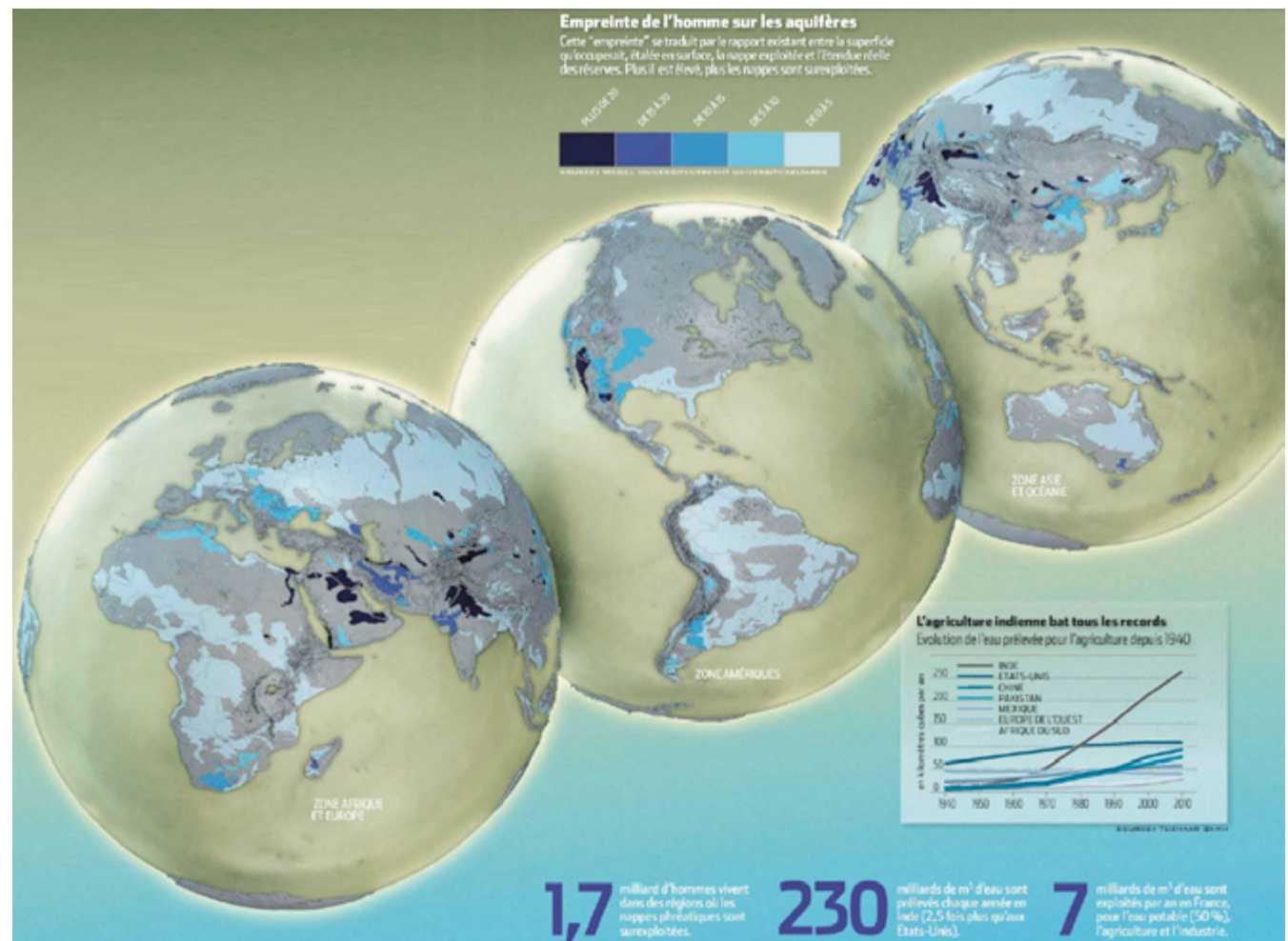
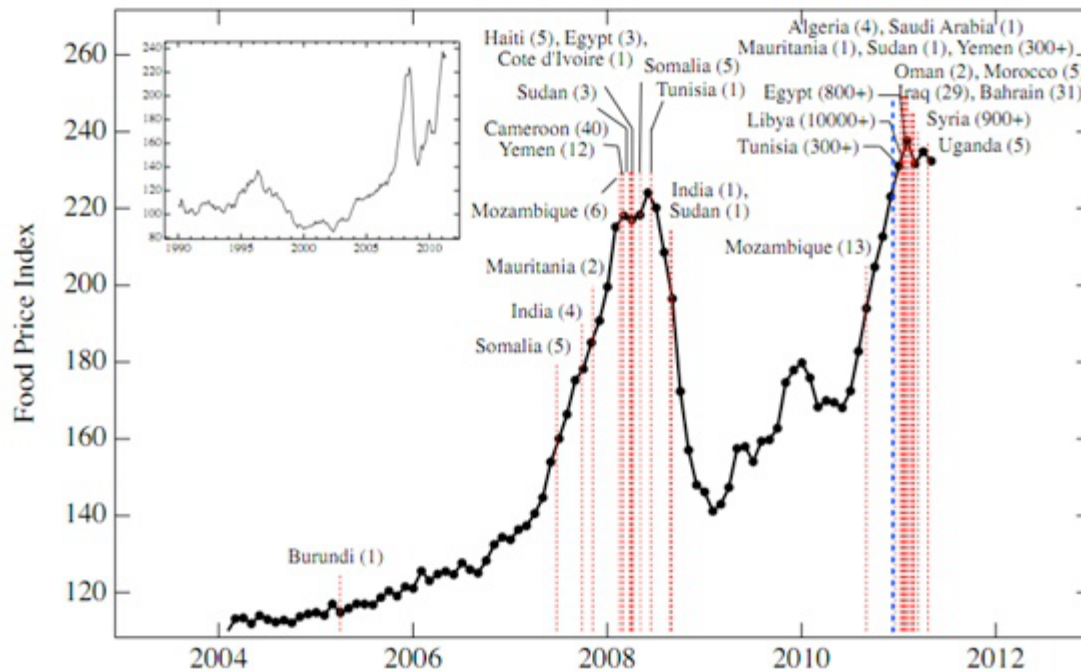


Figure 2 - Source : Sciences & Vie

denrées alimentaires. Le modèle a identifié un seuil précis pour les prix alimentaires mondiaux qui, en cas de violation, conduiraient à des troubles dans le monde entier.

La “Technology Review” du MIT⁷ explique comment fonctionne le modèle de CSI : “ L’analyse rapproche deux sources. La première réside dans les données recueillies par l’Organisation des Nations Unies avec l’indice des prix des denrées alimentaires de l’Organisation pour l’alimentation et l’agriculture des Nations Unies. La seconde est la date d’émeutes à travers le monde, quelle que soit leur cause :



Les Instabilités politiques sont aussi la source de crises alimentaires particulièrement en Afrique⁸.

Nous estimons que l’ensemble des points que nous venons de détailler va nourrir une hausse des prix considérable et durable des biens alimentaires avec deux conséquences majeures :

- Des sous alimentations profondes pour plusieurs centaines de millions de personnes dans plusieurs points du globe qui vont déclencher d’aussi nombreux mouvements d’émeutes de larges populations affamées. (2013 à 2020)
- Un changement de la gouvernance mondiale des réserves alimentaires qui rebasculera en large partie du privé vers les états, les institutions internationales, et les groupements des puissances mondiales comme le G20. (entre 2015 et 2020)

7. The Cause Of Riots And The Price of Food, 15.08.11, MIT Technology Review

8. The Food Crises and Political Instability in North Africa and the Middle East, 11.08.11, Cornell University Library

Vers une gouvernance mondiale repensée

L'architecture des institutions internationales dont l'activité touche plus ou moins directement l'agriculture est particulièrement complexe et, classiquement, contradictoire.

Les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) accomplissent des missions qui ont un impact limité sur le développement agricole. Le soutien public à l'agriculture n'a pas été une priorité de ces institutions. La banque mondiale a été réactive face à la crise alimentaire de 2008, en créant un programme de réponse de 1,2 Md USD. La Banque mondiale renforce en outre ses investissements agricoles à moyen et long terme pour 4,2 Mds USD par an aux investissements en faveur du secteur agricole. Le plan d'action pour l'agriculture pour la période 2010-2012 prévoit un renforcement significatif du soutien à l'agriculture (dans une fourchette de 6,2 Mds USD/an à 8,3 Mds USD/an).

Les institutions onusiennes comprennent au premier chef la FAO (Food and Agriculture Organisation). Elle réunit des compétences techniques exceptionnelles et sa culture la conduit à être plus attentive aux questions de développement. Pourtant, cette logique ne trouve pas toujours les prolongements effectifs qu'on pourrait en attendre. Avec un budget limité à 1 milliard de dollars, les moyens opérationnels de l'organisation sont sans proportion avec ce qu'il faudrait qui est de l'ordre de 85 milliards de dollar par an.

Sur ce plan, les coordinations internationales type G8, G20 exercent un rôle ambigu en assurant l'émergence d'initiatives consensuelles mais en créant également de nouveaux besoins de coordination entre ces initiatives que ces agoras et les activités des organismes permanents proposent⁹ et publient.

Nous prévoyons qu'un nouveau mode de gouvernance avec les moyens financiers nécessaires à sa mission, environ 100 milliards de dollar par an, qui reste à inventer va se mettre en place à partir de 2015. Il se mettra en place d'autant plus facilement que les prochaines crises alimentaires et les émeutes qui leurs seront liées seront importantes.

9. Pas de stocks alimentaires stratégiques dans l'immédiat, 15.10.12, [Le Nouvel Observateur](#) ; INFOGRAPHIE - La FAO progresse doucement sur les instruments de régulation, 16.10.12, [Le Figaro](#)

par Olivier Parent



A n'en pas douter : les restaurants de la chaîne Maya's Food se sont donnés les moyens de se faire connaître. Ces derniers mois, les médias ont complaisamment relayés une belle campagne de pub qui présentait un concept alléchant : restauration, librairie, fleuriste et cyberbar. Maya's Food c'est un seul lieu mais une foison de services tournés vers le plaisir des sens et la communication (au sens large du terme...). Mais les services proposés ne s'arrêtent pas à ces seuls aspects...

Dans l'esprit d'un hédonisme renouvelé, la chaîne de boutiques Maya's Food propose à ses clients des menus personnalisés. Par là, entendez bien une personnalisation comme jamais on ne vous l'a proposé : au moment où vous prenez place, avant même de commander quelques consommation que ce soit, un bref questionnaire vous accueille à votre table. Il se fini par la proposition d'une analyse métabolique et phénotypique.

Pardon ?

Vous avez bien lu. Ce que les syndicats et autres associations pourchassent dans les entreprises pour protéger le droit à l'anonymat des employés (FuturHebdo : [Espionnage industrio-privé](#)), ces restaurants en ont fait un argument de vente : "Laissez-nous voir, au plus profond de vous-même, qui vous êtes... Et, on vous nourrira de la meilleure façon qui soit !

Soit. Il est en effet tentant de se dire, en ces temps de crises sanitaires chroniques, diverses et variées, qu'une alimentation personnalisée et bénéfique (nutrition, purgation, stimulation, énergétisation...) ne peut pas faire de mal... Reste, qu'une question n'a pas encore trouvée de réponse : que font les services informatiques de Maya's Food de toutes les données récoltées sur les clients qui défilent dans les fauteuils des restaurants de la désormais célèbre chaîne.

La DSI de Maya's Food garantit le plus total des anonymats et la non-corrélation entre un profil génétique et l'identité du client au nom du secret médical : le système d'analyse de Maya's Food est piloté par un comité d'éthique qui rassemblent, entre autres, plusieurs médecins.

Faut-il les croire ? La EEDPC (successeur européen de la CNIL française, voir FuturHebdo : [Protection individuelle](#)) s'est penchée sur le cas de cette base de données jugée critique. A ce jour, elle n'a rien trouvé à redire. Il n'en reste pas moins que la tentation pourrait être grande, pour un gouvernement, pour un assureur... Pour un groupe marchand... de mettre la main sur un tel trésor... La tentation pourrait être tout simplement trop grande pour Maya's Food : s'empêchera-t-elle toujours de commercialiser sa base de données de profils génétiques, corrélés



ou non aux identités. En leur temps, des entreprises comme Facebook passèrent le pas sans hésiter... Il est vrai que les données vendues au début du siècle par certains réseaux sociaux pourraient passer pour anodines en comparaison avec des millions de profils génétiques d'êtres humains ! Sous le prétexte de la jouissance, le danger serait grand de voir la liberté de chacun encore un peu plus amputée, en premier lieu pour les clients de Maya's Food...

Encore une fois, c'est le client qui est appelé à agir grâce à son pouvoir d'achat qui devient aussi tranchant qu'un bulletin de vote exprimé !

Sylvain Perifel Philippe Schneider
La grande crise de
l'immobilier
occidental



Nouveau aux Editions Anticipolis **La grande chute de l'immobilier occidental**

par Sylvain Perifel et Philippe Schneider

COMMANDEZ EN-LIGNE

La crise a montré la fragilité des marchés immobiliers occidentaux, suscitant de nombreuses interrogations parmi le public très large qui s'intéresse au marché de l'immobilier résidentiel : qu'il soit acheteur, vendeur, propriétaire, locataire, professionnel ou simple particulier. Elle a permis aussi à chacun de prendre conscience des liens complexes entre les différents marchés immobiliers nationaux et les évolutions internationales de l'économie, de la finance, des devises et des taux d'intérêt. Enfin, elle fait pressentir à beaucoup que le marché de l'immobilier est arrivé à un tournant historique.

Mais cette prise de conscience est généralement victime de la pauvreté voire de l'absence d'analyses permettant d'englober une vaste ère géographique et temporelle, condition pourtant nécessaire à toute tentative crédible de prévision des évolutions à venir du marché de l'immobilier de son propre pays. Et de ces prévisions dépendent les questions fondamentales : quand vendre ? quand acheter ? faut-il louer ?

Avec ce livre, les deux auteurs, Sylvain Perifel et Philippe Schneider, comblent ce manque pour ce qui est du marché immobilier résidentiel dans le monde occidental, pour lequel ils ont indiscutablement dégagé des tendances communes. Ils mêlent heureusement, avec une plume toujours facile à suivre, des analyses précises, des données nécessaires, des raisonnements serrés, des prévisions chiffrées et datées et des conseils utiles aussi bien pour le particulier que pour le professionnel ou l'institutionnel, faisant de ce livre un véritable outil d'aide à la décision.

ANTICIPATION

Les Allemands et les referenda populaires : Pourquoi les Allemands resteront des citoyens de deuxième classe

par Harald Greib



Régulièrement, hommes et femmes politiques en Allemagne flattent leurs électeurs avec la promesse de considérer éventuellement peut-être à long terme et dans des cas bien spécifiques de ne pas refuser catégoriquement d'introduire la possibilité des referenda dans la constitution allemande¹. Ainsi, il y a quelque temps, au moment du paroxysme de la crise de l'Euro, Guido Westerwelle (Ministre des Affaires étrangères), Rainer Brüderle (chef du groupe parlementaire des libéraux, actuellement au pouvoir dans une coalition de droite), et Wolfgang Schäuble (Ministre des Finances) ont fait une proposition de soumettre un éventuel transfert de compétences souveraines supplémentaires vers Bruxelles à un referendum en Allemagne².

La démocratie en tant que gouvernement du peuple existe en Allemagne uniquement dans la forme représentative, c.à.d. que le pouvoir du peuple est transféré par élection aux représentants (du peuple), rendant le peuple justement impuissant, jusqu'au moment où le rituel se répète quatre ans plus tard. Pourtant, la constitution allemande stipule bel et bien que tout pouvoir d'état émane du peuple, qui l'exerce via des élections et des "Abstimmungen" (votes), mot que l'on retrouve dans le mot allemand pour referenda qui est "Volksabstimmungen", donc votes par le peuple. En conséquence, rien n'est plus faux que de dire que la constitution allemande ne prévoit pas de referenda, voire les interdit³. Par contre, ce qui est vrai c'est que nos hommes et femmes politiques n'en veulent pas. Voilà la simple vérité.

Le "Sonderweg" allemand

Etant donné que des referenda sont des moyens habituels de prise de décision à l'égard des actes étatiques dans des systèmes politiques qui se veulent des démocraties, le "Sonderweg" (chemin particulier) allemand nécessite bien sûr un raisonnement particulier. Et rien n'est si opportun qu'un argument distillé de l'époque Nazi pour couper court à toute discussion et pour rendre une exigence politique illégitime. Ainsi, la classe politique en Allemagne prétend que les Nazis auraient abusé de referenda pendant la république de Weimar. Bref, les referenda mettent en danger la démocratie. Pourtant, maints travaux de recherche historique ont démontré que cet

1. Voir la synopse des programmes des partis politiques : [Mehr Demokratie](#). C'est curieux, presque tous sont pour, mais rien ne change. Particulièrement absurde : la SPD, qui exige l'institution des referenda dans son programme, mais son groupe parlementaire vote contre à l'assemblée nationale (voir source précitée).

2. Deutscher Außenminister unterstützt Referendum zur EU-Verfassung, 11.08.12, [IRIB](#) ; Brüderle bringt „Volksabstimmung über Europa“ ins Gespräch, 10.08.12, [Der Tagesspiegel](#) ; Schäuble erwartet baldiges Referendum für mehr Europa, 25.06.12, [Die Presse](#)

3. Die Zeit ist reif für Volksentscheide, 26.06.12, [Süddeutsche](#)

argument est un mensonge⁴. Aucune des tentatives des Nazis de pousser leur programme politique par voie référendaire n'a abouti⁵. Mais de répéter ce mensonge tant de fois jusqu'à ce qu'il passe pratiquement dans l'ADN politique de la République allemande est la pièce maîtresse de notre "démocratie des partis politiques" (Parteiendemokratie - comme opposé à une véritable démocratie populaire). L'Allemagne est un système politique qui se veut démocratique dans lequel ceux qui détiennent véritablement le pouvoir n'ont de cesse de mettre en garde contre le peuple irrationnel qui ne fait qu'attendre l'opportunité de se livrer à ses dangereux penchants⁶ et qu'ainsi l'élite est contrainte de s'assurer que le droit de décision sur les vrais sujets importants est refusé au peuple⁷.

Ceux qui avaient rendu le pouvoir à Hitler jouent après-guerre aux gardiens du temple démocratique

On cite aussi volontiers le premier président de la nouvelle République fédérale Theodor Heuss, qui avait d'ailleurs voté les pleins pouvoirs d'Hitler, avec son discours "Cave canem"⁸, le chien contre lequel il mettait en garde étant les Allemands dans leur totalité, indépendamment s'ils étaient des innocents, des opportunistes, membres du parti Nazi ou - à la grande exception - des résistants. Au même, des anciens nazis, officiers de la SS, policiers de la Gestapo etc. commençaient à reprendre des hautes fonctions au ministère des affaires étrangères, à la police fédérale, à l'armée refondée, aux services secrets, dans la justice etc., montaient nombreux jusqu'aux plus hautes sphères et redevaient respectables, pour surveiller dorénavant, en tant que fervents convertis au nouvel ordre démocratique et libertaire (freiheitlich-demokratische Grundordnung), que le peuple, l'irrationnel peuple, ne succombait pas aux attraites du communisme ou socialisme et qu'aucun jeune communiste dans les habits de professeur d'école ne disperse son poison idéologique dans les têtes d'une jeunesse aspirant aux délices du capitalisme et de la société de consommation naissante.

Le déménagement de Bonn à Berlin Une opportunité ratée pour organiser le premier referendum en Allemagne

Que des referenda en Allemagne seraient un danger pour la démocratie fait partie des mythes fondateurs de la République fédérale allemande. Que la réunification allemande ait été rendue possible par le peuple (de la RDA), qui a porté l'initiative populaire sur les places et dans les rues

4. Voir : **Mehr Demokratie**, et en particulier les travaux de Otmar Jung dans "Plebiszit und Diktatur : Die Volksabstimmungen der Nationalsozialisten : die Fälle "Austritt aus dem Völkerbund"(1933), "Staatssoberhaupt"(1934) und "Anschluß Österreichs"(1938).

5. S'il fallait tirer des conséquences des leçons de Weimar, il aurait été plus justifié d'interdire les partis politiques conservateurs qui avaient accordé à Hitler moyennant la loi "lutte contre la misère du peuple et du Reich" (Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich) du 23 mars 1933 les pleins pouvoirs. Le peuple, par contre, n'a jamais, ni par élection ni par referendum, fait d'Hitler ni chancelier ni dictateur.

6. On se demande pourquoi en toute conséquence ils n'aspirent pas à réintroduire le suffrage censitaire ou à simplement exclure des strates entières de la population des élections.

7. Si le peuple avait le droit d'en décider, aucun soldat allemand ne se battrait à l'étranger ; et les Verts ont réussi en tant que mouvement anti- nucléaire à accéder aux leviers de gouvernement, élus en masse par le peuple. Qui donc aurait pris les décisions vraiment aptes à "protéger le peuple allemand de dangers" comme le chancelier le promet dans son sermon d'introduction dans ses fonctions ? Voir : Der Preis der Freiheit und der Sicherheit, 16.10.07, **Frankfurter Allgemeine**.

8. "Cave canem, je mets en garde contre cette proposition qui pèserait lourd pour la démocratie naissante. Dans une époque de perte de valeurs, dans une démocratie en grande échelle, le referendum,



de l'état est-allemand et l'a imposé à l'encontre des organes de répression, n'a pas fait changer notre élite politique et économique d'avis. Le temps suivant directement la réunification aurait d'ailleurs livré une belle opportunité de solliciter une décision du peuple concernant une question extrêmement disputée au sein de la classe politique, quasiment un tour d'essai pour l'institution de referenda, lors d'une décision qui se prenait entièrement basée sur l'émotion et la conviction historique et non sur une profonde connaissance de détails techniques. Beaucoup d'arguments pesaient pour, beaucoup contre, les deux résultats possibles auraient été bons ; il s'agissait de la décision sur le déménagement de l'assemblée nationale et du gouvernement de Bonn à Berlin. Avant le débat final, tout semblait indiquer que la majorité des parlementaires allait voter pour un maintien des organes d'état à Bonn.

Schäuble, le démagogue

Un discours très émotionnel du ministre de l'intérieur de l'époque Wolfgang Schäuble faisait pencher la balance en faveur de Berlin.

Voici le discours de Schäuble cité mot par mot : "L'Allemagne, les Allemands, nous avons gagné notre unité, parce que l'Europe voulait surmonter sa division. En conséquence, une décision pour Berlin est aussi une décision pour pouvoir surmonter la division de l'Europe. Je répète, chers et chères collègues : la décision d'aujourd'hui ne concerne pas Bonn ou Berlin, mais elle concerne notre avenir à tous, notre avenir dans une Allemagne unifiée, qui doit encore trouver son unité intérieure, et notre avenir dans une Europe qui doit encore réaliser son unité, si elle veut être à l' hauteur de sa responsabilité pour la paix, la liberté et la justice sociale."⁹ M'enfin. Quelle boursoufflure, quel pathos.

Aujourd'hui, vingt ans après la décision¹⁰, rien ne contredit la supposition que la décision pour Berlin n'a pas été décisive, pas pour l'Allemagne et certainement pas pour l'Europe. L'Allemagne parachève son unité intérieure lentement, trop lentement, les paysages (économiques) en fleur qu'avait promis le chancelier de l'époque Helmut Kohl se font toujours attendre et, au lieu d'une Europe unifiée, nous avons la crise de l'Euro qui met en danger un processus de 60 ans d'intégration européenne, par ce qu'une union monétaire sans union politique avait été imposée pour des raisons politiques - toutes ces évolutions complètement détachées du siège du gouvernement allemand et du Bundestag. Après l'unification et en accélération depuis le déménagement du gouvernement s'entamait déjà la renaissance de la mégalomanie allemande de croire que les décisions de l'Europe et pour l'Europe se prenaient ou devraient se prendre à Berlin.

Rien n'aurait empêché de confier cette décision à tous les Allemands, qui auraient pu la prendre sur la même base d'émotions que leurs représentants. Ainsi était gaspillée l'opportunité d'assurer la paix politique par une décision sur la base la plus large possible. Car ceci est le grand avantage des referenda : le peuple ne se sent pas exclu, ne ressent pas qu'une décision lui soit imposée, à l'égard de laquelle personne ne lui a jamais demandé son avis et qu'il acceptera en toute conséquence jamais. Si le gouvernement Kohl avait

9. Rede von Wolfgang Schäuble zum Bonn-Berlin-Gesetz, 20.06.11, [Der Tagesspiegel](#)

10. Le fait que la décision en faveur de Berlin n'a été possible que grâce aux voix du PDS, parti successeur du parti unique SED de la RDA, dont les députés étaient traités comme des lépreux à Bonn par les autres partis politiques, apparaît vraiment comme une farce de l'Histoire.

organisé un referendum sur la question de l'introduction de l'Euro, soit il n'aurait jamais été introduit, soit il aurait été introduit et personne ne fantasmerait aujourd'hui sur le retour du DMark, à l'instar des Français qui, eux, avaient pris la décision en toute souveraineté populaire et en portent ainsi les conséquences.

Pourquoi ils ne changeront rien

A court terme, il est commode de prendre les décisions loin du peuple et de gouverner, pour citer l'ancien chancelier Gerhard Schröder, "grâce à la télé, Bild am Sonntag et Bild" (deux journaux très influents d'une maison d'édition de droite). A long terme, la démocratie paie le prix très élevé des citoyens qui ne s'identifient pas à leur système politique comme c'est le cas dans une démocratie riche en éléments de démocratie directe¹¹. Actuellement, les Allemands sont contraints de vivre avec une génération politique qui s'est auto-lavé le cerveau avec leurs propres mensonges et qui, pour ne citer que l'ancien président fédéral Richard von Weizsäcker, "ivre de pouvoir"¹² ne franchira jamais le pas pour accorder au peuple une véritable participation politique. Tout pouvoir émane du peuple - pour ne jamais y retourner - pour l'Allemagne, ce dicton cynique vaut particulièrement et aucune réforme n'est à l'horizon. Même s'il faut bien admettre que à la lumière de l'impasse sur la future intégration européenne, un référendum spécifique sur un transfert supplémentaire de souveraineté devrait avoir du charme pour notre classe politique pour se débarrasser d'un dossier devenu inextricable, il ne franchiront pas le pas. Un referendum sur la question européenne serait comme ouvrir la boîte de Pandore à leurs yeux - le peuple en sortirait pour ne jamais y retourner.

11. voir : [Mehr Demokratie](#)

12. Wo bleibt das Prinzip Verantwortung ?, [Zeit Online](#)

COMMENTAIRE

Élections au Québec, 2012 : Une conséquence directe de l'effondrement du modèle libéral anglo-saxon et la porte ouverte vers l'indépendance

par Frédéric Beaugéard

Réaction à chaud du 05/09/2012,



L'analyse résultant de ces dernières élections au Québec est que cette situation nouvelle est plus favorable, sur le moyen et long terme, à son indépendance. Le maintien au pouvoir de manière durable du gouvernement Marois et l'avènement d'une véritable droite québécoise offrent même un meilleur contexte que celui président au dernier référendum. Il y a maintenant un véritable parti de droite souverainiste (mou, mais présent) au Québec, la **Coalition Avenir Québec (CAQ)**, en plus de celui de centre-gauche, le **Parti Québécois (PQ)**. De plus, le parti émergent d'extrême-Gauche, **Québec Solidaire (QS)**, est susceptible de soutenir aussi le PQ à l'Assemblée. Sans compter les appuis divers de petits partis indépendantistes, **Option Nationale (ON)**, et **Vert**, non-élus, mais très actifs, tous pro-PQ en cas de référendum. Ce qui permet aux souverainistes d'occuper tout l'échiquier politique, et de ramasser ainsi un maximum de votes, comme d'exercer une plus forte influence.

Ce qu'il faut savoir c'est que le nouveau parti de droite CAQ est composé de beaucoup d'ex-membres du PQ, qui sont partis lors du virage du parti vers le centre-gauche effectué par Pauline Marois. Ils sont donc, dans leurs gènes, de tendance souverainiste. Leur chef, François Legault, un ancien "caribou" très motivé à l'époque pour l'indépendance, a dit ne pas vouloir donner de consignes de vote en cas de référendum éventuel sur l'indépendance. Ils ne le veulent pas, juste maintenant, pour ne pas effrayer les anglophones, ni ceux de droite, en général pour le statu quo. Ainsi seulement 4-5/20 membres de ce parti + 1-2/2 membres du QS peuvent soutenir ce gouvernement minoritaire PQ de 57 sièges (majorité 63). Certaines mesures seront dures à faire passer car le CAQ essaiera d'être l'opposition officielle (extension de la **loi 101**, changement du mode de scrutin "à l'anglaise" complètement dépassé, laïcité, proposition d'élections à date fixe, etc.). Mais, étant minoritaire dans l'opposition, elle ne pourra pas non plus se rapprocher trop du **Parti Libéral du Québec (PLQ)** fédéraliste. Il y a matière à marchandages sur beaucoup de sujets (imposition, aides aux entreprises, aides sociales, déplacement des Nordiques, le Plan Nord "suite" ou nationalisation des ressources naturelles, frais scolaires, réforme du système de santé, lois anti-corruption, écologie, revendications auprès d'Ottawa, etc.).

Le CAQ est contre un référendum pour le moment mais il est possible que la loi projetée du PQ sur les référendums d'initiative populaire passe. Ce qui ouvrirait la porte au déclenchement d'un référendum sur l'indépendance par pratiquement la seule volonté du PQ ; peut-être vers 2014-16 avant le déclenchement de nouvelles élections pour éviter une usure du pouvoir. D'autant que les divers mouvements indépendantistes en Europe pourront alors servir d'émulation¹, ainsi que le rapprochement à leur frontière immédiate de l'Islande et du Groenland avec

1. Indépendance de la Flandre, indépendance de l'Écosse, indépendance ou rattachement de la Wallonie-Bruxelles à la France, indépendance du Pays de Galles, rattachement de l'Irlande du Nord à l'Irlande (cf. natalité catholique), et dans une certaine mesure celles de la Catalogne et du Pays Basque espagnol (autonomie plus grande ?)

l'Union-Européenne, et la poursuite du délitement de l'Empire Britannique (cf. Australie : monarchie parlementaire ou république ? stigmatisation des paradis fiscaux connectés à la City, ...).

Une participation du Canada à une nouvelle guerre des Etats-Unis pourrait aussi en être le déclencheur. Surtout si le Canada est toujours dirigé par l'actuel premier ministre, Stephen Harper, vu au Québec comme un détestable valet néolibéral des Américains, tentant même dernièrement de remettre à jour le décorum révolu d'un Empire Britannique honni. Une période d'explication d'un an, "à l'écossaise", mise en place par le PQ, sur les avantages du OUI serait une éventualité nécessaire. L'affaire du possible trucage du dernier référendum pour l'indépendance du Québec en 1995 ressortirait certainement².

Le but, maintenant, est de marginaliser la droite PL fédéraliste aux seuls anglophones et de lui substituer la Droite CAQ souverainiste. Ce parti de droite prendrait sa place (naturelle) après l'indépendance - ce qui devrait motiver l'ambition de ses dirigeants. Ce développement vers une représentation multipartite offrirait de plus une vision réaliste de l'après indépendance, histoire de faire "le grand saut", les Québécois pouvant ainsi enfin régler leurs problèmes entre eux. Une possibilité sera de jouer des affaires de corruption et de collusion, qui ont commencé à se faire jour, pour continuer à discréditer le PL (cf. Commission Charbonneau, Plan Nord). Et de lui reprocher son extrémisme (l'attaque, par un anglophone contre Pauline Marois, rappelle les provocations primaires des Orangistes en Irlande du Nord), ainsi que la duplicité historique des anglophones, et du Canada, contre les francophones³.

Une critique du modèle néolibéral anglo-saxon en crise profonde, pourrait servir d'argument auprès des nouveaux québécois issus de l'immigration, des nations amérindiennes et même de certains anglophones (dont les droits linguistiques seront préservés), l'indépendance du Québec se posant comme un autre projet de société en Amérique du Nord. En effet le CAQ de droite n'est pas d'inspiration néolibérale. Comme pour le projet indépendantiste écossais, proche du modèle scandinave, les Québécois se rapprocheraient plus du principe général européen de démocratie sociale.

Le CAQ est plus représentatif de la société dans son ensemble que le PL, excessivement anglophile et affairiste. Comme disent les québécois eux-mêmes des anglophones

2. Referendum de 1995, controverse. Source : [Wikipedia](#)

3. Un exemple parmi tant d'autres : "La Grande Hémorragie", comme ce qu'a pratiqué l'élite anglaise, de diverses manières, dès le début de la Révolution Industrielle sur les populations celtiques écossaise et irlandaise, les Amérindiens, puis les Africains et Boers d'Afrique du Sud (cf. camps de concentrations, apartheid), et aborigènes d'Australie.

Histoire des Franco-américains et de la diaspora du Québec de 1840-1930, durant laquelle un million de Canadiens français se déplacèrent aux États-Unis :

Les Canadiens français se déplacèrent également dans différentes régions du Canada, comme l'Ontario et le Manitoba. Beaucoup de ces premiers migrants masculins travaillèrent dans l'industrie du bois dans ces deux régions, ainsi que dans l'industrie minière bourgeonnante des Grands Lacs. Après la pendaison de Louis Riel et le génocide des métis dans l'Ouest canadien, le gouvernement canadien appliqua une politique de colonisation dans l'ouest canadien, en y distribuant des subventions et en y donnant des terres. Il y eut une vaste campagne de promotion en Europe. Il est important de noter que ces privilèges n'étaient pas disponibles pour les Québécois, qui manquaient de terres à cultiver. C'est ce qui explique cet exil aux États-Unis, plutôt que vers l'Ouest canadien.

Source : [Wikipedia](#)

d'origine britannique : “Nous pensons différemment”. Dans un premier temps, le problème sera pour le PL de trouver un nouveau chef charismatique (ou plutôt agressif, mais photogénique comme le précédent). Cela sera difficile de le trouver du côté féminin, surtout après que Jean Charest, en difficulté, ait utilisé les femmes comme des mouchoirs jetables. Le CAQ se poserait alors comme une opposition propre, non partisane (accueil des anglophones modérés), et constructive.

Reste que les anglophones, les fédéralistes de droite, le Canada et l'Angleterre ne vont pas céder comme cela. En revanche, les Etats-Unis pourraient être intéressés, dans le cadre d'une union économique plus étroite, par les ressources, surtout l'eau, du reste du Canada (cf. Union Nord Américaine, positionnement du président Clinton). En effet, les implications géopolitiques de ces élections sont importantes. Elles créent une réalité et une dynamique nouvelles à cette région. Car il faut bien comprendre que la victoire du PQ, souverainiste de centre-gauche, semblait a priori, face à deux partis de droite, au morcellement à sa gauche, ainsi qu'à la main mise sans précédent de l'idéologie capitaliste anglo-saxonne au niveau mondial (d'où le score honorable du PL), plus qu'improbable.

On pourrait même ainsi envisager, sur le long terme, une fédération des provinces de l'est atlantique canadien, et du Nunavut, avec le Québec (les anglophones restant minoritaires), pour éviter un enclavement mutuel, ce qui favoriserait des ententes avec les revendications des nations amérindiennes au sein du Québec qui ne manqueront d'émerger lors de son indépendance.



Manuel d'anticipation politique

par Marie-Hélène Caillol

COMMANDEZ EN-LIGNE

À plusieurs reprises au cours des 25 dernières années, la mouvance européenne centrée autour du personnage de Franck Biancheri a de facto fourni le terreau à l'anticipation correcte d'événements historiques majeurs : chute du Rideau de Fer, crise de la Commission, effondrement du dollar et crise systémique globale constituent les prédictions les plus frappantes de l'histoire (toujours en cours) de cette mouvance dont les caractéristiques très atypiques (contexte européen, structure en réseau, objectifs politiques, indépendance d'esprit...) laissent supposer qu'elles sont sans doute pour quelque chose dans ce “talent”.

Les travaux issus de cette mouvance, ont peu à peu forcé le respect jusque dans les milieux universitaires, donnant naissance à une demande de formalisation méthodologique qui fait l'objet du présent manuel.

ANTICIPATION

Amérique du Sud 2012-2016 :

Toujours l'incertitude entre domination US et indépendance régionale

par Héctor R. Sánchez (traduction : Michaël Timmermans)



L'échec des politiques du **Consensus de Washington**¹ marque un tournant dans l'Histoire sud-américaine en tant que point de départ d'une tendance à abandonner les politiques néolibérales de l'Hémisphère Nord et de l'essor d'une intégration régionale au-delà de l'hégémonie nord américaine².

Les scénarios régionaux et internationaux offrent tous les deux des conditions exceptionnelles à l'Amérique du Sud pour établir une région géopolitique souveraine³. Les différents peuples de la région sont clairement conscients que l'expérience néolibérale qui a tenté de façonner la société autour des commerces et de la croissance sans fin du consumérisme⁴ mettait en péril leur avenir.

La quête pour un avenir souverain amène à la mise en place de politiques centrées sur les intérêts régionaux, limitant le pouvoir de décision des entreprises transnationales dans les affaires nationales. Le résultat de cette tendance est l'augmentation des échanges commerciaux intra-régionaux⁵ en Amérique du Sud recourant aux monnaies locales⁶ comme moyen d'échapper aux effets dévastateurs de la récession globale, favorisant dès lors la stabilité politique et renforçant son indépendance des puissances qui avaient déterminé sa politique depuis l'indépendance coloniale.

1. Qui a imposé la vente des infrastructures et des services fournis par l'Etat, comme l'électricité et les communications ; la vente des ressources nationales détenues par l'Etat comme les plages, baies et zones frontalières aux investisseurs étrangers ; la dérégularisation économique et environnementale pour l'exploitations des minerais ; et même de l'eau potable et de l'eau d'irrigation aux companies transnationales. La libéralisation financière et la dette, l'affaiblissement de l'Etat, ont plongé la région dans la crise à la fin des années 90.

2. Laquelle, au moyen de la Théorie du Choc (Voir l'intéressante video **The Shock Doctrine**) et des forces d'occupation, a mis en place des corps militaires et civils entraînés aux Etats-Unis et a démantelé chaque tentative de politiques souveraines dans la région.

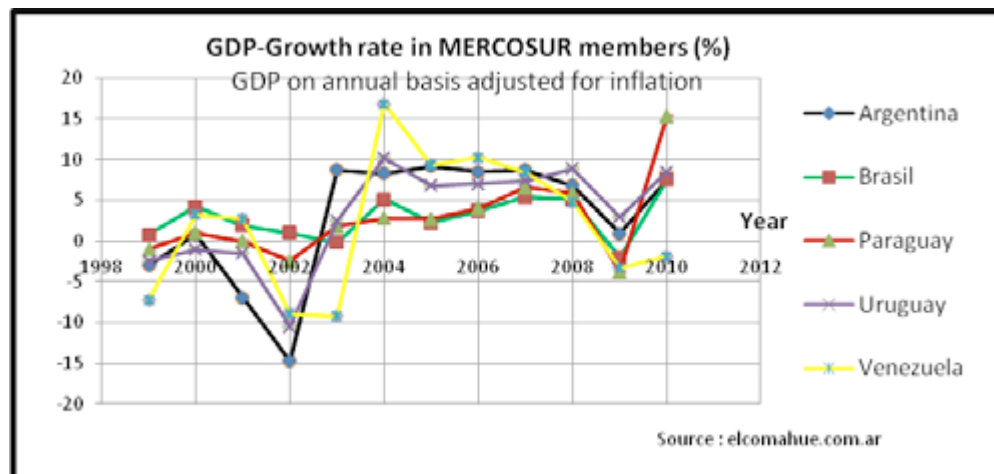
3. South America – United States : Towards a new regional order, Héctor R. Sánchez, 26.06.09, **Europe 2020**

4. De plus, elle a été considérée comme immuable, éternelle et constitutive de la fin de l'Histoire.

5. Le commerce inter-régional latino-américain est monté en flèche à 24,6% en 2012, 02.02.10, **MercoPress**

6. Trade in local currencies instead of US dollar, Mercosur proposal, 22.07.09, **MercoPress** et El Mercosur aprueba el uso de monedas locales para comercio, 25.08.09, **Los Tiempos**

Les conséquences de ces politiques, divergentes du diktat “Occidental”⁷, peuvent être observées dans le graphique suivant :



La nouvelle stratégie américaine pour rétablir sa domination sur l'Amérique du Sud

Durant la première décennie de ce siècle, les Etats-Unis⁸ ont tenté d'assurer leur domination sur la région en imposant la **Zone de Libre-Echange des Amériques - ZLEA** (de Anchorage, Alaska, à la Terre de Feu, Argentine). Celle-ci n'excluant bien entendu pas ses interventions politiques et militaires basées sur des arguments comme le “renforcement des institutions démocratiques”, la “défense des Droits de l'Homme”, le “combat contre le blanchiment d'argent”, la “guerre contre la drogue”, la “guerre contre le terrorisme”⁹, etc.



Les pays d'Amérique latine avec ou sans Accord de Libre Echange (ALE) avec les Etats-Unis. (vert sombre : MERCOSUR ; vert clair : pays qui forment l'ALBA avec le Venezuela ; jaune : Paraguay, suspendu du MERCOSUR)

Source: **El Comahue**

7. Les Etats-Unis et l'Europe en tant que premiers partenaires.

8. "... Avec les inquiétudes actuelles par rapport à la Zone de Libre Echange des Amériques et la force des régimes démocratiques avec la croissance de la nécessité pour la sécurité nationale – ou même de l'hémisphère, il est essentiel de considérer sérieusement de nouvelles manières pour répondre à notre situation stratégique..." Colonel Joseph R. Núñez. A 21st Century Security Architecture For The Americas : Multilateral Cooperation, Liberal Peace, And Soft Power. 08.2002, **Strategic Institute Studies**

9. Arguments qui ont remplacé la guerre contre la subversion et le communisme après l'effondrement de l'Union Soviétique.

10. Attirer des pays relativement petits avec l'idée de rapides redressements, offrant une participation à leurs exportations vers le marché nord-américain, imposant une relation de subordination à travers une ouverture commerciale totale, peu de taxes et des changements législatifs en faveur des multinationales avec la promesse d'investissements rapides et des opportunités de croissance.

11. Ces traités de libre-échange n'envisagent pas de mesures compensatoires pour la productivité et la compétitivité ; pas plus que la circulation du travail manuel entre les membres n'est inscrite dans l'accord, ni les questions relatives au travail ou à l'environnement ; ni la question des subsides nord-américains à l'agriculture sans lesquels les Etats-Unis ne pourraient rivaliser avec l'Amérique latine ; les pays signataires ne peuvent pas non plus conditionner la présence d'investissements étrangers ni décider de produire certains produits requis, pendant que les compagnies transnationales sont libres de s'organiser dans leurs domaines de préoccupation.

12. La démystification de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain en tant qu'instrument pour le développement social et économique est une analyse intéressante de 10 ans de traité entre le Mexique et les Etats-Unis. Source : [Equipo Pueblo](#)

13. Pentagon Using Drug Wars as Excuse to Build Bases in Latin America, 05.06.11, [truth-out.org](#)

14. En el Medio Oriente el pretexto es la Guerra contra el terrorismo, War on Terror, [Wikipedia](#)

15. Afghanistan : Since the U.S. invasion, drug production increased 40 times, 04.04.11, [Prensa Islamica](#)

16. Allegations of CIA drug trafficking, [Wikipedia](#)

17. How a big US bank laundered billions from Mexico's murderous drug gangs, 03.04.11, [The Guardian](#) ; Guns from U.S. equip drug cartels, 10.08.11, [Los Angeles Times](#)

Cette tentative a échoué en 2005 lors du **4ème Sommet des Amériques** à Mar Del Plata, en Argentine et les Etats-Unis ont changé de stratégie par rapport à l'intégration sud-américaine.

Ils encouragent désormais les accords bilatéraux¹⁰ pour transformer ces pays en satellites : **Chili-2003**, **Pérou-2009**, **Colombie-2012**, Paraguay (après le récent **coup d'Etat institutionnel** qui a mis en place un Président lié aux intérêts américains) ; **ALEAC** dans la région des Caraïbes (pour le Honduras, Salvador, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, et République dominicaine) ainsi que l'accord avec le **Panama en 2006**.

Selon les termes¹¹ des traités concernés, les pays membres qui ne disposent pas des capacités productives et financières pour rivaliser avec les Etats-Unis sont amenés à la désindustrialisation, à l'augmentation du chômage, aggravant par conséquence le sous-développement et la désintégration sociale¹².

Les Etats-Unis tissent une toile de pays alignés le long de la côte Pacifique, moins l'Equateur et le Nicaragua, apparaissant comme le seul propriétaire de la Région du Pacifique et créant une barrière qui pourrait compliquer les relations commerciales entre l'Asie et les pays de la Région Atlantique.

L'Amérique du Sud doit se préparer à une possible intervention militaire nord-américaine

Etant donné l'évidente réalité d'une Amérique du Sud qui ne souhaite pas entrer dans la nouvelle ère sous le contrôle nord-américain et le parapluie de la Guerre contre la drogue, les Etats-Unis, en tant que membres de l'OTAN, militarisent le territoire de l'Amérique latine pour renforcer leur position dominante¹³.

La Guerre contre la drogue est devenue, depuis l'effondrement de l'URSS, le prétexte nord-américain¹⁴ pour manipuler l'Amérique latine selon ses propres objectifs militaires et stratégiques. En dépit des nombreux rapports démontrant que la réponse militaire au trafic de drogue est inefficace¹⁵, la présence militaire des Etats-Unis alimentant davantage les violations des droits de l'Homme¹⁶ et la corruption des fonctionnaires¹⁷, la présence militaire américaine continue d'augmenter.



Pour évaluer les conséquences d'une telle militarisation, il est nécessaire de prendre en considération, dans le contexte actuel de crise systémique globale, les paramètres déterminant les actions des Etats-Unis.

Ces paramètres tournent autour de deux faits historiques et d'un troisième contemporain. Le premier indique que le monde quitte les crises systémiques au moyen d'une grande guerre menant à l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Le second montre que l'homme a toujours utilisé les armes qu'il a développées. Le troisième fait à prendre en compte est qu'une guerre atomique menacerait d'altérer les conditions de vie sur la planète.

La principale question derrière ces faits est de savoir dans quelle mesure les USA sont prêts à abandonner leur domination mondiale sans déclencher de conflit armé global et, s'ils le font, utiliseront-ils des armes nucléaires ?

L'Histoire nous enseigne aussi que les classes dominantes, confrontées à la possibilité de maintenir leur pouvoir par la guerre ou le perdre sans combattre, adoptent généralement la première solution. La militarisation croissante de l'Amérique du Nord est à interpréter dans ce cadre¹⁸.

Le déploiement militaire des USA en Amérique latine est large et grandissant. L'Histoire récente a montré que les forces militaires des Etats-Unis et de l'OTAN opèrent contre les intérêts régionaux.

Il y a plus de 40 bases militaires nord-américaines, britanniques et françaises en Amérique latine, toutes sous commandement de l'OTAN¹⁹.

D'autre part, dans l'ère post-URSS, l'OTAN a accumulé un long historique d' "opérations humanitaires" contre diverses nations du monde dans le but d'éliminer toute position (idéologique, militaire ou commerciale) allant à l'encontre des intérêts des Etats-Unis ou de ses alliés. Ces opérations, depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, commencent avec l'intervention au Kosovo²⁰ invoquant des raisons humanitaires et sans mandat de l'ONU, incluent l'invasion de l'Irak²¹, la destruction de la Libye²²... Il y a également des preuves de l'implication de l'OTAN dans la promotion d'actions terroristes à travers le soutien à des groupes paramilitaires et l'organisation d'opérations terroristes²³.

En Amérique latine, articulés autour de l'OTAN, les Etats-Unis ont soutenu le Royaume-Uni en 1982, pendant la guerre des Malouines²⁴. Ils leur ont fourni de la technologie militaire allant de radars sous-marins à des missiles. En réponse à une demande de la

18. South America - Towards regional integration or the next 'Middle East' ?, 24.04.10, [Europe 2020](#)

19. 47 bases extranjeras en Latinoamérica, 16.06.12, [La Rosa Blindada](#)

20. Despite Tales, the War in Kosovo Was Savage, but Wasn't Genocide, Daniel Pearl et Robert Blocks, 31.12.99, [The Wall Street Journal](#)

21. What Happened to Saddam's Weapons of Mass Destruction ?, 09.2003, [Arms Control Today](#)

22. Petroleum and Empire in North Africa. NATO Invasion of Libya Underway, 02.03.11, [Global Research](#)

23. Operation Gladio, [Wikipedia](#). Las sombras de la Operación Gladio, 02.11.90, [El País](#)

24. Falklands War, [Wikipedia](#)

Royal Navy, les USA ont approuvé le soutien du navire d'assaut amphibie USS Iwo Jima (LPH-2) au cas où les Britanniques perdraient un porte-avions. L'US Navy a élaboré un plan pour aider les Britanniques dans l'opération des systèmes Iwo Jima. La France a entraîné les pilotes de chasse à combattre les avions français utilisés par l'Argentine. Les services de renseignement français et britanniques se sont activés pour empêcher l'Argentine d'acquérir plus de missiles Exocet sur le marché international. L'île de l'Ascension, un territoire britannique avec une piste d'atterrissage louée aux Etats-Unis, a été utilisée pour l'**Operation Black Buck**, avec des bombardiers attaquant les positions de l'Argentine dans les Malouines ? La base française en Martinique a été utilisée comme tremplin pendant la guerre²⁵ ainsi que pendant l'invasion de la Grenade par les Etats-Unis.

En 2008, les USA ont réactivé leur 4ème flotte²⁶, précédemment désactivée en 1950. L'équipement assigné à la 4ème flotte serait similaire à celui de la 5ème, stationnée dans le Golf Persique, et à celui de la 6ème, dans la Méditerranée, comprenant un porte-avion et plusieurs sous-marins. Sa mission est de surveiller les navires, avions et sous-marins passant dans les Caraïbes, en Amérique Centrale ou du Sud, pour opérer en coordination avec d'autres pays, contingents et forces de coopération, ainsi que pour combattre directement les trafics de drogues et d'êtres humains, le terrorisme et la piraterie menaçant le libre-échange dans les eaux des Caraïbes et d'Amérique du Sud.

En même temps, la 4ème flotte dépend du **United States Southern Command (USSOUTHCOM)**. Son domaine d'action comprend 32 pays (19 en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, 13 dans les Caraïbes) et 14 territoires nord-américains et européens.

Il est important de souligner que la réussite du Coup d'Etat institutionnel au Paraguay, imposant un gouvernement allié, a consolidé la puissance militaire nord-américaine au cœur des nations de l'UNASUR car le nouveau gouvernement paraguayen reprend d'hypothétiques conflits avec les pays voisins²⁷, préparant le terrain pour des "opérations humanitaires nord-américaines" dans la région.

Alors que le chaos belliqueux de l'OTAN se déploie au Moyen Orient, le danger augmente également que les Etats-Unis continuent d'essayer de recoloniser la région par les moyens militaires. Un chemin qui, jusqu'ici, n'avait été promu que par des moyens de communication via des médias à leur solde²⁸ ; ou, économiquement, à travers des accords de libre-échange et des alliances bilatérales visant à dissoudre les efforts d'unification de l'UNASUR ; ou encore, politiquement, en favorisant des conflits internes aux pays²⁹ à travers un réseau d'"ONG politiquement indépendantes", d'"ambassades", de branches de la CIA...

25. La Martinique : un enjeu stratégique, 23.04.12, [Agencia Latinoamerica de Información](#)

26. Navy Re-Establishes U.S. Fourth Fleet, 25.04.08, [navyseals.com](#)

27. Paraguayan Armed Forces Request 560 Million Dollars to Rearm, 30.08.12, [prensa-latina.cu](#)

28. The Observatorio de Medios de la Agencia Periodística del MERCOSUR (APM) analyse ce comportement dans une étude du 1er au 30 mai basée sur 6 journaux argentins, colombiens et mexicains. Par rapport à la militarisation de l'Amérique latine, il déclare : "Si nous prenons en compte l'importance stratégique du sujet et le peu d'intérêt simultané assez rare donné par ces 5 médias à la question, autant au niveau des points de vue et de la sémantique concernant les rares éléments à ce sujet, nous concluons que dans chaque cas nous sommes confrontés à des opérations de dissimulation en fonction de la stratégie promue par le gouvernement des Etats-Unis." Source : Militarization in Latin America, in graphic media of Mexico, Colombia, and Argentina, 2006, [Observatorio de Medios de la Agencia Periodística del MERCOSUR \(APM\)](#)

29. Pour connaître les méthodes des opérations, voir cet intéressant reportage : NATO's secret armies, Andreas Pichler, [Youtube](#)

Le temps joue en faveur de l'Amérique du Sud³⁰

Les tendances à la désintégration développées par la crise systémique globale amène les classes dominantes des USA, politiquement paralysées et incapables d'arrêter de telles forces dans leur propre pays, à couper court et à chercher des résultats rapides en ayant recours à leur unique ressource restante : la force. Elles détruisent sans avoir la possibilité de reconstruire, comme elles l'ont fait en Libye et en Irak pour finir par chercher à contrôler leur arrière-cour, l'Amérique du Sud.

Dans ce contexte, l'Amérique du Sud doit renforcer son intégration et les alliances inter-blocs pour résister au mieux aux plans de déstabilisation et aux, déjà classiques, "opérations humanitaires", "guerre contre la drogue", "défense de la Démocratie" et autres euphémismes avec lesquels les Etats-Unis couvrent leurs actions pour la domination.

30. Un exemple de la manière dont le temps joue en sa faveur a été les dernières élections au Venezuela, pendant lesquelles les observateurs ont, non seulement témoigné de la participation populaire massive, mais aussi que la Révolution bolivarienne a gagné environ 2,6 millions de votes en plus que lors des dernières élections nationales (2010 : 5.423.324 votes, Nombre de votants : 11.329.068 (66,45%) ; 2012 : 8.062.056 votes, Nombre de votants : 18 903 143(80,67)). Les médias mainstream vont avoir beaucoup de travail s'ils veulent imposer l'idée de fraude et que le gouvernement vénézuélien est une dictature. Même si l'on peut dire que ce n'est pas la "Démocratie" telle que comprise par les Etats-Unis (voir [Morning Bell](#) : Justice Department Blocks Voter ID at Every Turn et The CIA's Campaign Against Salvador Allende, 1976, [Third World Traveler](#))



Crise mondiale En route pour le monde d'après La France, l'Europe et le monde dans la décennie 2010-2020

Par Franck Biancheri

Dans ce livre sans concession, Franck Biancheri (né en 1961, directeur des études du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique) tente de combler le manque d'anticipation des dirigeants et des élites européennes vis-à-vis de la crise en proposant une vision concrète de l'avenir de la France, de l'Europe et du monde à l'horizon 2020.

COMMANDEZ EN-LIGNE

"Car cette crise que nous vivons n'est pas seulement la fin du monde d'avant, c'est également, une formidable occasion de reconstruire un monde d'après, à condition, toutefois, de ne pas se tromper sur les dangers, les défis et les opportunités qui nous attendent."

MONOGRAPHIE

Le citoyen et l'Etat, un tourbillon tragique de l'histoire

par S. Kourits et V. Vorobiev, **MGIMO**



Le texte que nous vous présentons dans ce MAP est issu d'une introduction à la monographie de S. Kourits, docteur en sciences théologiques et professeur, et de V. Vorobiev, docteur en sciences juridiques et professeur : "Les maladies de l'Etat. Un diagnostic de pathologies du système de la gestion étatique et du droit constitutionnel" (2ème édition, 2010). Cet ouvrage cherche à endiguer le "cercle vicieux de l'Histoire" en proposant un traitement radicalement nouveau pour faire coïncider les aspirations du pouvoir et des peuples.

Les réseaux sociaux apparus ces dernières années rendent possible des échanges très rapides d'information sur la qualité de vie, ce qui poussent les gens aux actions de protestation. Parfois, les réseaux sociaux aident des groupes de population à lutter contre l'injustice. Mais les actions de protestation entraînent des sacrifices et n'améliorent pas à long terme la qualité de vie. Les voies de sorties du cercle vicieux de l'Histoire restent incertaines.

Pour rompre ce cercle tragique il faut, à l'aide de tous les moyens, les réseaux sociaux compris, créer dans les Etats la société civile. La société civile est un rassemblement des gens qui sont indépendants de l'Etat mais qui profitent du soutien matériel et juridique de sa part. La société civile est capable de comprendre l'essentiel dans les liens de cause à effet qui existent entre les maladies de l'Etat. La société civile peut rendre ses connaissances accessibles à tout le monde. C'est en partenaire égal et responsable que la société civile pourra aider l'Etat à résoudre des problèmes de la qualité de vie du peuple sur son chemin vers l'Etat social de droit.

Sans se rendre compte des conséquences inévitables de l'existence du cercle vicieux de l'histoire, surtout à l'époque d'accélération du progrès scientifique et technique, nous sommes voués à ressembler aux tribus troglodytes qui ne comprennent pas jusqu'à nos jours le rôle joué par l'homme dans la naissance de l'enfant.

**Le citoyen et l'Etat - un tourbillon tragique de l'Histoire,
"Content-presse", Moscou, 2011**

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE



MARS 2013

MAP est une publication du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP) en collaboration avec NewropMag

Directrice de publication : Marie-Hélène Caillol

Editeur : Michaël Timmermans

Contributeurs : Frédéric Beaugeard, Jérôme Defaix, Harald Greib, Olivier Parent, Héctor R. Sánchez, Valery Vorobiev

Computer Graphics Portraits MAP: Bruno Timmermans

Contact : map@leap2020.eu

Ne manquez pas le prochain numéro du Magazine d'Anticipation Politique (Mars 2013)

Inscrivez-Vous :

<http://www.europe2020.org/spip.php?article42&lang=fr>

N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires :

map@leap2020.eu

Texts are licensed under the Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported License. To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/> or send a letter to Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California, 94105, USA. Illustrations belong to the authors mentioned in the references.